



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 22 octobre 2020 — N° 135

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Vachon sur le sujet suivant : *Souligner le travail de Mme Isabelle Caron et de l'équipe du CHSLD Henriette-Céré.*
- La députée de Maurice-Richard sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine nationale de l'action communautaire autonome.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Merci à Mme Sylvie Boyer, présidente et fondatrice de Vents d'espoir de la Vallée du Saint-Laurent.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Phaneuf.*
- Le député d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *Le campement Notre-Dame.*
- La députée d'Argenteuil sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Gisèle et M. Émilien Bernatchez.*
- Le député de Rimouski sur le sujet suivant : *Félicitations à M. Alexis Lafrenière, premier choix au repêchage de la Ligue nationale de hockey.*
- Le député de Montmorency sur le sujet suivant : *Félicitations pour le 100^e anniversaire du Cercle de Fermières de Beauport, le 70^e anniversaire du Cercle de Fermières de Sainte-Brigitte-de-Laval et le 50^e anniversaire du Cercle de Fermières de Montmorency.*
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Félicitations à M. William Bullock.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 2) Projet de loi n° 49
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les
municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et
diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le
13 novembre 2019
- 3) Projet de loi n° 60
Loi modifiant la Loi sur la fonction publique et d'autres dispositions
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **12 juin 2020**

- 4) **Projet de loi n° 61**
Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 3 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 11 juin 2020
Reprise du débat ajourné au nom du député de La Pinière le **12 juin 2020**

- 5) **Projet de loi n° 65**
Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **24 septembre 2020**

- 6) **Projet de loi n° 66**
Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **23 septembre 2020**

- 7) **Projet de loi n° 67**
Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **30 septembre 2020**

- 8) **Projet de loi n° 68**
Loi visant principalement à permettre l'établissement de régimes de retraite à prestations cibles
Présenté par le ministre des finances le **7 octobre 2020**

- 9) Projet de loi n° 72
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement des organismes du domaine de la sécurité publique
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **21 octobre 2020**

Étude détaillée en commission

- 10) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 11) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 12) Projet de loi n° 46
Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 14 novembre 2019
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 24 septembre 2020
Principe adopté le **30 septembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 13) Projet de loi n° 52**
Loi visant à renforcer le régime d'examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 3 décembre 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 10 mars 2020
Principe adopté le **17 septembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 14) Projet de loi n° 64**
Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 12 juin 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 septembre 2020
Principe adopté le **20 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

- 15) Projet de loi n° 51**
Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 28 novembre 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 24 septembre 2020
Principe adopté le 29 septembre 2020
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **21 octobre 2020** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

- 16) Projet de loi n° 56**
Loi visant à reconnaître et à soutenir les personnes proches aidantes et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 11 juin 2020, et
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 1^{er} octobre 2020
Principe adopté le 6 octobre 2020
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens déposé le **21 octobre 2020**

Adoption

- 17) Projet de loi n° 45**
Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 30 octobre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 15 septembre 2020
Principe adopté le 23 septembre 2020
Rapport amendé de la Commission des institutions adopté le **21 octobre 2020**

- 18) Projet de loi n° 53**
Loi sur les agents d'évaluation du crédit
Présenté par le ministre des Finances le 5 décembre 2019
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 15 septembre 2020
Principe adopté le 17 septembre 2020
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le **21 octobre 2020**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 19) Projet de loi n° 190**
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

- 20) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 21) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 22) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 23) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 24) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 25) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 26) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**

- 27) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 28) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 29) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 30) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 31) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 32) Projet de loi n° 396
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 33) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 34) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**

- 35) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 36) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 37) Projet de loi n°492
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 juin 2020**
- 38) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 39) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 40) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 41) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 42) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**

- 43) Projet de loi n° 591**
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 44) Projet de loi n° 594**
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 45) Projet de loi n° 595**
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 46) Projet de loi n° 596**
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 47) Projet de loi n° 597**
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 48) Projet de loi n° 598**
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 49) Projet de loi n°599**
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 50) Projet de loi n°690**
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser qu'elle s'applique aux entreprises privées qui exercent leurs activités dans un champ de compétence fédérale
Présenté par le député de Jean-Lesage le **24 septembre 2020**

51) Projet de loi n°691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**

52) Projet de loi n°692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

53) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

54) Projet de loi n° 210
Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne
Présenté par le député de Masson le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

55) Projet de loi n° 216
Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
Présenté par le député de René-Lévesque le **21 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

56) 20 octobre 2020

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve L'entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Serbie.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 30 octobre 2020.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 44

Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification

Adopté le **20 octobre 2020**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition du ministère des Transports du Québec sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Activités du Centre de gestion de l'équipement roulant ».
- Audition sur le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Donner accès au régime québécois d'assurance maladie aux enfants nés au Québec de parents au statut migratoire précaire ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 67**, Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions (mandat confié le 20 octobre 2020).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).
- **Projet de loi n° 216**, Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau (mandat confié le 21 octobre 2020).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 210**, Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne (mandat confié le 4 décembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Saint-Laurent au ministre de l'Éducation sur le sujet suivant : *Propositions concrètes visant à redresser la situation dans la gestion de la crise de la COVID-19 dans le réseau de l'éducation par le gouvernement caquiste* (avis donné le 8 octobre 2020).

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 66**, Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure (mandat confié le 6 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 68**, Loi visant principalement à permettre l'établissement de régimes de retraite à prestations cibles (mandat confié le 21 octobre 2020).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 53**, Loi sur les agents d'évaluation du crédit (mandat confié le 19 septembre 2020).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 8 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 45**, Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef (mandat confié le 23 septembre 2020).
- **Projet de loi n° 64**, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (mandat confié le 20 octobre 2020).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

Projet de loi n° 52, Loi visant à renforcer le régime d'examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés (mandat confié le 17 septembre 2020).

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 65**, Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective (mandat confié le 8 octobre 2020)

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 46**, Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions (mandat confié le 30 septembre 2020).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l'exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 175) Mme Ghazal (Mercier) – **22 octobre 2020**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

L'organisme RightOn Canada et l'Association canadienne des médecins de l'environnement ont interpellé le premier ministre en lui envoyant une lettre en date du 21 septembre 2020, pour une deuxième fois depuis un an, afin de lui faire part de leurs préoccupations sur les agissements de l'Association internationale du chrysotile (AIC), un lobby de l'amiante enregistré au Québec comme organisme à but non lucratif. Je partage les préoccupations de ces experts et scientifiques et je veux vous en faire part.

Tout d'abord, aucun membre du conseil d'administration de l'AIC ne réside au Québec, ce qui est contraire à la Loi sur les compagnies. De plus, alors qu'il est aujourd'hui scientifiquement démontré que l'amiante est un produit cancérigène et qu'il a été banni dans une cinquantaine de pays, l'AIC en fait la promotion partout dans le monde comme étant un produit sécuritaire et qui peut être utilisé sous forme de ciment dans la construction de bâtiments, dont des écoles.

Rappelons aussi que la commission d'enquête du BAPE sur l'état des lieux et la gestion de l'amiante et des résidus miniers amiantés remis au gouvernement en juillet dernier, demande au gouvernement de prendre différentes mesures pour protéger la santé et la sécurité de la population contre les effets néfastes de l'amiante. De la même façon que nous voulons protéger notre population et les travailleurs du Québec, nous avons aussi l'obligation morale de protéger les populations dans les pays en voie de développement. Or, le fait que l'AIC, dont les membres ont des pratiques qui mettent en danger la santé et sécurité des populations les plus vulnérables dans le monde, soit associée au Québec en ayant son siège social ici, entache notre réputation à l'international.

L'AIC est enregistrée au Québec en tant qu'organisme à but non lucratif. Or, sur le site du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, il est clairement indiqué qu'un organisme à but non lucratif est un groupement de personnes physiques qui poursuivent un but à caractère moral ou altruiste et qui n'ont pas l'intention de faire des gains pécuniaires à partager entre les membres.

Si on observe les agissements de l'AIC, elle poursuit des objectifs qui ne sont ni altruistes ni moraux.

- Est-ce que vous ou un membre de votre cabinet avez déjà tenu des rencontres avec l'AIC ? Quelles sont les dates et quels sont les sujets de ces rencontres?
- Avez-vous l'intention d'ordonner la tenue d'une enquête administrative sur la conformité de la constitution de l'AIC en tant qu'organisme à but non lucratif en vertu de la Loi sur les compagnies ? Et si l'enquête démontre une non-conformité de l'AIC, allez-vous prendre les mesures judiciaires qui s'imposent?

176) M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) – **22 octobre 2020**
Au ministre de l'Éducation

La pérennisation du financement des centres d'éducation populaire (InterCEP), en tout respect de leur mission et du principe de l'action communautaire autonome, est une demande historique depuis la création du PACTÉ. Lors d'une rencontre téléphonique avec le député d'Hochelaga-Maisonneuve, le 30 juin 2020, vous aviez affirmé votre volonté de régler les principaux enjeux avant la rentrée scolaire 2020 : à savoir le paiement des frais d'opération et la pérennisation du financement des CEP. En raison du dépassement de ce délai et par manque de fonds, nous avons appris la semaine dernière que les membres d'InterCEP ont décidé de suspendre le paiement de leurs frais d'opération.

Lors d'une discussion téléphonique récente à Diane Dupuis, la porte-parole d'InterCEP, votre attachée politique Sophie Côté l'a informée que les frais d'opération pour cette année allaient être adoptés lors de la séance du Secrétariat du Conseil du Trésor du mardi 20 octobre 2020. Nous en avons eu la confirmation hier. Nous saluons ce premier pas qui démontre votre engagement dans ce dossier. Elle est toutefois restée vague quant à la pérennisation du financement des CEP.

Considérant ce qui précède:

- 1- Le ministre peut-il réaffirmer sa volonté de régler les demandes historiques d'InterCEP tel qu'il l'a fait lors de sa rencontre avec le député de Hochelaga-Maisonneuve, notamment concernant la pérennité de son financement?
- 2- Si telle est toujours la volonté du ministre, et comme le délai de la rentrée scolaire 2020 est dépassé, quel échéancier préconise-t-il pour régler cette question dans le respect de leur mission et du principe d'action communautaire autonome?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 21 octobre 2020
Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre – *ministre de la Justice*
- b) 21 octobre 2020
Loi sur les véhicules hors route – *ministre des Transports*

Projets de loi publics au nom des députés

- c) 21 octobre 2020
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques – *députée de Marie-Victorin*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail – *ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale*
- bb) Interpellation du député de D'Arcy-McGee au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux sur le sujet suivant : *La nécessité d'une couverture publique des soins de santé mentale au Québec*